

39. La franc-maçonnerie verviétoise et la question sociale du XIXe siècle (2009)

Lors de son bicentenaire en 2009, la loge maçonnique verviétoise me fit l'honneur de m'inviter à présenter une contribution lors du colloque qu'elle organisa pour cet anniversaire. On trouvera ci-dessous le texte, inédit, de cette communication.

Les quelques connaissances que j'ai pu acquérir en tant qu'historien sur la franc-maçonnerie verviétoise au XIXe siècle datent des recherches que j'effectuais il y a trente ans sur la presse verviétoise, sous la direction de feu Robert Demoulin, dans le cadre de mon mémoire de licence d'abord puis d'un contrat temporaire de chercheur. Je n'ai pas eu l'occasion depuis de consulter à Bruxelles les archives de la Loge rapatriées de Moscou en 2002. Via Claude Desama, j'avais obtenu il y a trente ans la possibilité de consulter chez Pierre Gazon le travail alors encore inédit d'Armand de Hagen mais aussi divers documents relatifs à la composition des Loges locales avant 1914. Je tiens à remercier l'un et l'autre très chaleureusement pour la confiance qu'ils m'ont faite à l'époque.

Je n'étais pas franc-maçon alors, et je ne le suis pas davantage aujourd'hui. Comme je l'ai expliqué dans l'introduction de mon recueil paru fin 2008, j'ai *choisi*, j'insiste sur le mot, de rester à l'écart de cette société comme de toute autre après avoir été sollicité en janvier 1998. La proposition qui m'était faite m'avait enthousiasmé pourtant mais, peut-être suite à de malheureux concours de circonstances, je dus déchanter et après une triple désillusion je décidai de poursuivre mon chemin en solitaire.

Au fil des ans, j'ai multiplié les publications sur l'histoire sociale verviétoise depuis mon livre sur les métallos FGTB en 1982 en passant par la biographie de Pierre Fluche en 1997 et le récit du lock-out de 1906 il y a trois ans, jusqu'à la parution en novembre 2009 d'un ouvrage de synthèse sur l'histoire du syndicalisme verviétois, celui-ci ayant donc en commun avec la franc-maçonnerie locale d'avoir débuté il y a 250 ans et d'avoir débuté lui aussi dans la discrétion, puisque ce premier syndicat était clandestin.

Je vais donc ici me concentrer sur l'attitude de la maçonnerie verviétoise ou, plus souvent, sur l'attitude de figures majeures de celle-ci par rapport à la question sociale et aux revendications ouvrières, tout en étant conscient que ces attitudes sont bien souvent également politiques. Sur le fond, j'aborderai donc des choses que je connais relativement bien, c'est-à-dire l'histoire du mouvement social, sous un angle que je maîtrise moins.

Ignorant tout de ce que furent les travaux de la Loge avant 1830, lorsqu'elle se réunissait près de St Remacle au café de l'Orient, j'évoquerai d'abord les premières années de l'indépendance, quand la classe ouvrière ne songeait même pas à se révolter contre son sort. Puis la période des premiers militants radicaux, avant et dans la foulée de 1848. Ensuite, celle des débuts du mouvement ouvrier dans les années 1860 et 70. En quatrième lieu enfin, l'époque de la construction du Parti Ouvrier Belge dans les années 1880 et la période de la conquête et des débuts du suffrage universel à la fin du XIXe siècle.

1. Les premières années de l'indépendance

Je dois dire d'emblée que jusqu'à la fin du XIXe siècle, militants ouvriers et francs-maçons sont deux mondes à part en ce sens que ni les travailleurs de l'industrie ni, ensuite, les militants socialistes n'ont leur place à la Loge, même aux yeux des maçons les plus progressistes par ailleurs. C'est ainsi qu'en 1856, l'année où une moitié environ des maçons quittèrent les Philadelphes, qu'ils jugeaient trop à gauche, pour créer la Loge « Les Amis du Progrès » (qui, malgré son nom, regroupait donc les maçons les plus conservateurs), les scissionnaires accusent les Philadelphes de préparer la création d'une loge d'ouvriers, à quoi un des maçons les plus actifs aux Philadelphes, le négociant Antoine Ziane, rétorque, je cite : *Ceci est simplement absurde car malgré le respect que nous avons pour l'ouvrier, nous croyons qu'il ne peut faire partie actuellement de la maçonnerie* . Fin de citation.

De même, les militants du Parti Ouvrier Belge ne seront sollicités que très tardivement pour intégrer la maçonnerie locale : le premier socialiste apparaissant parmi les dignitaires de la Loge le Travail est, en 1909 seulement, Henri Angenot, un des fondateurs du POB, conseiller communal de 1895 à 1904 et nommé bibliothécaire communal à cette date. Et si cette Loge compte alors, durant la période 1887-1905, entre 100 et 140 membres, bon au mal an, ceux-ci sont encore tous industriels, négociants, imprimeurs, avocats, journalistes, enseignants, employés, hôteliers, pharmaciens, parfois rentiers, rarement artisans, mais jamais ouvrier.

Deux mondes encore à part donc, mais cela ne signifie pas pour cette maçonnerie engagée qu'est la maçonnerie verviétoise au XIXe siècle, un désintérêt pour la question sociale qui est particulièrement criante à Verviers dès les premières décennies du XIXe siècle, comme le décrit, notamment, le docteur Lepas en 1844. La surpopulation dans les quartiers ouvriers est alors inimaginable et les conditions d'hygiène ahurissantes. On prélève la substance des travailleurs dès leur plus jeune âge et jusqu'à l'épuisement au point d'en faire des hommes plus proches de la mort que de la vie, contraint six jours sur sept à plus de douze heures de baignade dans l'atmosphère chaude et humide de fabriques dangereuses et polluées.

Illettrés, souvent alcooliques, sans droits politiques ni syndicaux, ils sont des milliers ainsi plongés dans un immense océan de misère physique et morale et à qui l'on dit de se résigner et de prier dans l'attente d'un monde meilleur dans l'au-delà, tout en tentant de les encadrer dans des casernes patronales : je songe aux Grandes Rames, première cité ouvrière en Europe, édifiée en 1808 par la firme Biolley pour y entasser 7 à 800 personnes soit cinq à six fois plus qu'aujourd'hui, à raison à l'époque de 4 à 5 personnes par chambre de 23 mètres carrés, voire plus si la famille était plus nombreuse.

Je situerai en juin 1837 la première marque d'intérêt de la Loge en tant que telle pour la classe ouvrière, lorsqu'elle décide de fonder en souvenir d'un de ses membres décédés, Léon Simonis, un *Prix des Maçons* doté principalement par le Vénérable de la Loge le notaire Pierre Lys, par la veuve Simonis et par Edouard Biolley, frère du Sénateur Raymond Biolley qui est devenu, lui, le principal soutien du parti catholique

naissant. Ce *Prix des Maçons* sera décerné pour la première fois en 1838 aux ouvriers qui suivaient, après leur journée de travail, les cours de l'école primaire du soir pour ouvriers et artisans. Cette école pour adultes venait d'être créée par la commune et fut une des toutes premières écoles officielles du genre en Belgique. Elle était dirigée par François Legrand, un des enseignants de l'Ecole industrielle et commerciale, l'ancêtre de l'Athénée Thil Lorrain, alors établie rue du Collège dans l'ancien couvent des Sépulchrines autour de la chapelle Saint-Lambert, là où se trouvent aujourd'hui le restaurant Opéra et l'Indiana Café dans des bâtiments reconstruits après l'incendie du collège en 1873.

Alors âgé de 30 ans, François Legrand avait défendu la franc-maçonnerie dans le *Journal de Verviers* contre les attaques du quotidien catholique *Le Nouvelliste* en 1837, et il avait été avec un autre maçon, François Müllendorff, toujours en 1837, le rédacteur d'un hebdomadaire, le *Journal des Travailleurs*, qui fut le premier journal local à destination de la classe ouvrière mais qui ne vécut que six mois, de juillet à décembre 1837. Ce *Journal des Travailleurs* n'avait rien de revendicatif ni de socialisant. Voilà par exemple comment, en août 1837, il clôture un article relatif à l'inauguration du buste de Napoléon sur la pompe de la rue du Brou, buste offert par la firme Houget et Teston :

Nous ne terminerons pas notre article sans faire remarquer aux travailleurs que MM Houget et Teston étaient, comme eux, de simples ouvriers qui se sont élevés par leur conduite, leur persévérance et leurs talents, au rang des premiers mécaniciens du pays. Trop souvent, l'ouvrier attribue sa misère à la fatalité et la fortune de ses semblables à une suite de causes fortuites, à un bonheur incessant. N'est-il pas plus juste de rejeter son état précaire sur son inactivité, son apathie, son inconduite et son incapacité ? Tout apprenti a dans sa main la clef d'un bon atelier, d'une bonne fabrique, disait dernièrement l'Espoir; nous ajouterons que, si tous les ouvriers ne sont pas appelés à devenir chef d'un établissement, ils peuvent au moins améliorer leur sort au moyen de l'instruction gratuite qui leur est offerte.

Le *Journal des Travailleurs* faisait évidemment la promotion de l'école gratuite du soir pour les ouvriers mais il publia aussi en feuilleton, en septembre 1837, une sorte de défense de la philanthropie maçonnique due à celui qui fut par ailleurs en 1843 le premier photographe verviétois, Christophe Verdot, sous le titre *Mon cousin Gilles ou le secret des francs-maçons*. Ce texte fut republié l'année suivante en brochure aux frais de la Loge et des exemplaires de celle-ci furent distribués dans la classe ouvrière, selon Armand Weber. Voici ce que Verdot écrivait de la création du Prix des Maçons :

Plus près de nous, la Loge de Verviers vient de publier, par voie des journaux, qu'elle fondait, annuellement, un prix de vertu, d'une somme de mille francs. Honneur à la Loge qui, la première, débute, ostensiblement, par un tel acte, dans la voie de la publicité. Il appartenait à une ville des plus industrielles de la Belgique d'apprécier toute la puissance d'un semblable encouragement. Ce dernier fait, connu grâce à la presse, doit suffire pour te prouver l'innombrable quantité d'actes pareils qui ont eu lieu mystérieusement, dans la persuasion que c'était contrevenir aux statuts d'en parler, même de les avouer. Cette erreur, du reste, se dissipe chaque jour, les francs maçons éclairés ne craignent plus d'être connus ni d'avouer qu'ils sont philanthropes autant qu'ils le peuvent ; cet aveu public, en les rendant plus respectables, les préserve eux-mêmes de faiblir, car ils sont au premier rang chez toutes les nations civilisatrices.

Enfin, pour clore ce chapitre des premiers soutiens maçonniques en faveur de l'instruction populaire, je signale qu'en octobre 1844, la Loge vota encore un prix de 200 francs qui fut réparti entre les sept élèves les plus méritants de l'école gratuite du soir, chacun d'eux recevant 25 francs, soit l'équivalent d'un mois de salaire, des mains de Pierre Lys lors de la rentrée des classes.

*
* *

2. Autour de 1848

Nous voici donc en 1844 et ce type de paternalisme social, contrebalançant en quelque sorte les œuvres de bienfaisance catholiques multipliées par les Biolley, est déjà critiqué par la frange la plus radicale des francs-maçons verviétois qui est alors en train de s'imposer au sein des Philadelphes, à une époque où la Loge verviétoise vient de se jeter à corps perdu dans la politique. Je tiens à souligner au passage que dans sa thèse parue en 1973, l'historienne flamande Els Witte a souligné que dans aucune autre ville belge, la politisation de la franc-maçonnerie ne fut aussi manifeste qu'à Verviers à cette époque, et que nulle part elle ne prit alors de telles proportions.

Or en 1844, non seulement la Loge – dont le temple avait été édifié dix ans plus tôt – organise les élections et oriente certaines décisions du Collège communal, mais une douzaine de ses membres, sous le pseudonyme collectif de *Gilles Potaie*, assurent une rubrique politique dans le *Journal de Verviers* où ils popularisent des idées très progressistes en se penchant sur la question sociale de manière radicalement neuve pour l'époque : ils analysent les problèmes sociaux, le budget d'un ménage ouvrier, l'organisation du travail en remettant en cause l'absence de politique sociale digne de ce nom et en développant déjà des idées véritablement pré-socialistes. Parmi ces maçons avancés, outre François Müllendorff, je reviendrai sur les noms de Joseph Goffin et de Jean-Joseph Humblet, mais on peut aussi citer les futurs bourgmestres de Verviers Edouard Herla et Simon Lobet.

En septembre 1844, tous ces militants réussissent à provoquer d'importantes manifestations ouvrières contre la venue de jésuites à Verviers, les premières du genre depuis 1830, manifestations ouvrières qui étaient en fait dirigées contre les familles Biolley et Simonis, la nouvelle aristocratie locale depuis l'anoblissement des Biolley par Léopold Ier en 1843. Cet anoblissement avait été très mal vu par les francs-maçons les plus radicaux et dans l'opposition qui apparut alors entre ces derniers et la nouvelle aristocratie locale, Els Witte voit une véritable opposition entre deux classes sociales, l'aristocratie politico-financière d'une part, la petite bourgeoisie qui aspire à jouer un rôle politique d'autre part. A cette époque, cet antagonisme de classe ne prit dans aucune autre ville belge une tournure aussi exacerbée qu'à Verviers, preuve selon Els Witte de la position très en avance qu'occupait notre ville à cette époque.

Parmi les francs-maçons qui attaquèrent la famille Biolley figurait depuis 1841 le jeune Simon Lobet, futur Vénérable de la Loge, alors âgé de 28 ans et qui serait bourgmestre de Verviers de 1885 à sa mort en 1891. Selon le bibliographe verviétois Armand Weber, grand expert de ce genre de choses, c'est Simon Lobet qui fut l'auteur, en 1843, d'un

poème très agressif intitulé *L'origine de la noblesse des Biolley*, jamais publié, mais significatif d'une autre forme de tension sociale à Verviers à cette époque.

La suite donna d'autres arguments à Edouard Biolley, le frère de Raymond, pour ne plus fréquenter la Loge à laquelle il était encore resté fidèle dans les années '30. En effet, si la Loge ne prépara pas directement la manifestation de septembre 1844 qui tournèrent à l'émeute, elle compta plusieurs de ses membres parmi les 22 personnes arrêtées et elle fit ensuite circuler des souscriptions pour payer les amendes auxquelles les meneurs furent condamnés à l'issue de ce qui fut le premier soulèvement populaire à Verviers depuis la révolution.

Rien d'étonnant donc à ce que l'on voie la Loge, désormais dominée par les discussions politiques et sociales, consacrer trois tenues en mars, mai et juin 1845 à étudier les moyens d'organiser les ouvriers en associations sous la forme de corporations ou de compagnonnages, mais ce fut sans doute pour conclure, à en juger par ce qu'écrivit Gilles Potaie ensuite dans le *Journal de Verviers*, que ce genre de projet était encore prématuré.

En fait, il n'y a pas unanimité dans la Loge autour de la question sociale et cela va éclater en 1848 lorsque quatre maçons, à nouveau Humblet, Goffin, ainsi que l'industriel Hector Mottet et un rentier, Hyppolite De Steiger, créent un club républicain, démocrate et socialisant qui réclame le suffrage universel et tente de s'appuyer sur la classe ouvrière. Quand Humblet et Goffin perdent en conséquence leur emploi de professeur à l'Ecole industrielle et commerciale par un vote du Conseil communal, cinq maçons votent pour leur exclusion de l'Ecole, et deux seulement s'y opposent, mais cette proportion au sein du Conseil communal ne reflète pas celle au sein de la Loge verviétoise. Aussi longtemps que Joseph Goffin y sera encore actif, c'est-à-dire durant dix ans, les maçons les plus modérés parmi les Philadelphes y seront en effet dominés par les plus radicaux et parmi ceux-ci, Goffin et de Steiger prennent fait et cause pour une réforme sociale en profondeur.

A partir de 1850 et jusqu'en 1855, Goffin, devenu journaliste, publie un quotidien, *La Réforme*, qui défend le suffrage universel, et de Steiger, lui, publie durant un an un bihebdomadaire à destination de la classe ouvrière, *Le Journal du Peuple*, d'orientation franchement présocialiste à un moment où les ouvriers verviétois ne se sont pas encore pris en charge eux-mêmes.

Le Hervien Louis Rigot y publie par exemple en septembre 1850 un *Manifeste démocratique* commençant ainsi : *Hommes du peuple ! Hommes du prolétariat ! Travailleurs de tous les états ! Ne l'oubliez pas, ce qui fait la richesse d'un pays, c'est votre travail, ce sont vos bras, c'est vous ! Ce qui fait la puissance, la force vive d'une nation, c'est vous. Comme les privilégiés du jour, vous avez donc le droit, hommes du peuple, de déclamer votre part aux profits communs.*

En 1853, la Loge, dont le vénérable est alors Humblet, vote un subside de 500 francs en faveur de *La Réforme*, ce qui entraîne le départ de plusieurs maçons modérés car *La Réforme* ne cache pas sa proximité idéologique avec les premiers penseurs socialistes, comme elle l'écrit en 1850 : *Tout ce que savent les socialistes, c'est que la masse souffre;*

comme eux nous le savons ; comme eux nous cherchons le remède possible, praticable aux souffrances communes [...] et si notre désir impérieux de voir cesser le mal nous fait appeler « socialistes », nous nous en ferons gloire.

En 1856, la Loge soutient Joseph Goffin dans le conflit qui l'oppose au Grand-Maître du Grand-Orient de Belgique, Théodore Verhaegen, qui est aussi un des principaux dirigeants des libéraux conservateurs à Bruxelles et ancien président de la Chambre. Celui-ci a désavoué un discours particulièrement extrémiste prononcé par Goffin devant la Loge de Liège, discours que Goffin s'est empressé de publier in extenso ensuite dans son journal puis en brochure, rompant toute discrétion maçonnique. Cette fois, les derniers modérés qui fréquentaient encore la Loge abandonnent celle-ci à l'issue d'une réunion où on discute des moyens de combattre la pauvreté en augmentant les salaires, et ils créent une Loge dissidente baptisée les Amis du Progrès.

Le conflit entre Verhaegen et Goffin ira jusqu'à provoquer l'exclusion des Philadelphes du Grand-Orient en 1857. Ce n'est qu'après la création par Goffin d'une nouvelle Loge dissidente regroupant les plus extrémistes parmi les maçons radicaux, sous le nom des Libres Penseurs, en 1858, que les derniers Philadelphes et les Amis du Progrès se réunifieront en 1859. Autrement dit, pendant dix ans, la question sociale et, corollairement, celle de la démocratie politique, auront été au cœur des discussions et des scissions au sein de la maçonnerie verviétoise et entre une partie de celle-ci et le Grand-Orient de Belgique.

*
* *

3. A l'époque de la Première Internationale

Nous voici arrivés au milieu des années 1860, quand se crée à Verviers une section de l'Association Internationale des Travailleurs, la fameuse Première Internationale, dont les vétérans, beaucoup plus tard, feront fabriquer un emblème où on peut remarquer non seulement une émouvante faute d'orthographe mais aussi, curieusement, une équerre et un compas qui pourraient s'expliquer à mon avis par le fait que bon nombre de ces vétérans militaient surtout, à la fin de leur vie, dans des sociétés de libres penseurs et que ces symboles transcendaient ceux des divers syndicats ouvriers.

C'est sous l'impulsion de Corneil Gomzé, Frédéric Thiry et Pierre Fluche que le mouvement ouvrier verviétois a pris son essor dans la seconde moitié des années 1860. Sa création coïncide, au sein du monde libéral, avec celle d'un Cercle progressiste à la tête duquel on retrouve l'inusable Jean-Joseph Humblet. Ce cercle se dote d'un quotidien, baptisé *L'Echo de Verviers* puis *Le Progrès*, et dont le premier rédacteur fut un professeur du Collège communal qui en perdit lui aussi son emploi, Edouard Barlet.

Ces mêmes libéraux progressistes créent aussi en 1867 un hebdomadaire à destination de la classe ouvrière, *L'Ami du Foyer*, un peu sur le modèle du *Journal des Travailleurs* trente ans plus tôt et qui d'ailleurs, comme lui, ne vivra pas longtemps, trois ans seulement. Or c'est dans les pages de cet hebdomadaire que les premiers

Internationalistes verviétois pourront publier des correspondances avant de fonder, fin 1867, leur propre journal sous le titre *Le Mirabeau*, qui hâtera évidemment la disparition de *l'Ami du Foyer*. Or tous les fondateurs et animateurs de *l'Ami du Foyer* comme du Cercle progressiste d'ailleurs étaient membres de la Loge des Philadelphes. A côté de Jean-Joseph Humblet, on trouve notamment les noms des industriels Matthieu Chatten (alors vénérable de la Loge), Matthieu Nissen (alors député de la Loge au Grand-Orient), Charles Müllendorff (le fils de François, alors secrétaire de la Loge et dont le frère, Eugène, deviendra bourgmestre de Verviers), enfin le futur échevin Jacques Henrion (alors trésorier de la Loge).

Tous ces industriels progressistes et francs-maçons avaient donc fait un accueil plutôt favorable en 1867 dans leur journal *L'Ami du Foyer* à la création de la société des Francs-Ouvriers verviétois qui deviendra en 1868 la section verviétoise de l'Internationale, et cela méritait d'être souligné, même s'ils en deviendront de farouches adversaires plus tard. C'est ce qu'écrivait le journal dans son dernier numéro fin 1869 : *Les ouvriers n'ont pas tardé à trouver que nous étions trop... bourgeois, pour eux. Après s'être pendant quelque temps « fait la main » dans nos colonnes, en répondant aux appels réitérés que nous leur avions adressés, ils se sont créés un organe à eux, le Mirabeau, qui [...] doit bientôt devenir hebdomadaire. Nous ne songeons pas à nous en plaindre. Nous ne savons pas dans quelle mesure nous pouvons avoir contribué au mouvement ouvrier qui se produit sous nos yeux. Mais dans la mesure quelconque où nous y aurions contribué, bien loin d'en être mécontents, nous nous en féliciterions plutôt.*

Ce n'est pas que nous approuvions tout ce qui se passe de ce côté-là : il s'en faut de beaucoup [...] Mais nous ne reconnaissons à personne le droit de stipuler que les ouvriers aient à être contents de leur position [...] Il faut leur permettre au moins de mettre la question à l'étude – et puis nous avons dans la localité des journaux pour leur répondre. Toutes réserves faites sur les fautes ou les erreurs qu'ils peuvent commettre, nous sommes enchantés de les voir prendre en main leur propre cause. Plus ils écrivent, plus, à la longue, ils s'instruiront. En tous cas, ceux qui, aujourd'hui, ont une position plus douce, n'ont aucune espèce de droit à trouver mauvais que d'autres cherchent à avoir, si possible, la même quantité de bien être, de propriété et de droit dans la société.

En janvier 1869, la maçonnerie verviétoise avait subi une nouvelle scission pour des motifs politiques quand une trentaine de maçons affiliés par ailleurs au Cercle progressiste démissionnèrent des Philadelphes pour créer une nouvelle Loge. Dans le contexte social de l'époque, le choix du nom « Le Travail » était tout sauf innocent, et les premiers dignitaires de celle-ci étaient tous les maçons cités plus haut. Autrement dit, la Loge « Le Travail », le Cercle progressiste, le journal *Le Progrès* (dont un autre collaborateur était Henri Masson) et l'hebdomadaire populaire *L'Ami du Foyer* ne faisaient qu'un.

On est donc en présence d'une Loge progressiste dont les principales figures, ou en tous cas certaines d'entre-elles, reconnaissent la légitimité des associations ouvrières et sont ouvertes à un dialogue avec celles-ci. On en aura une autre preuve lorsque d'octobre 1870 à décembre 1871, avec une interruption d'avril à novembre, les associations ouvrières organisent une trentaine de réunions publiques dont on a conservé tous les procès-verbaux, réunions auxquelles ils invitent les patrons verviétois si bien qu'on a affaire ici à une première tentative de dialogue social

organisé. Du côté patronal, tous ceux qui y prendront part, à commencer par Charles Müllendorff et Jacques Henrion, sont tous des maçons appartenant à la Loge *Le Travail* parmi lesquels on voit aussi par exemple Célestin Martin ou encore le futur bourgmestre d'Andrimont, Simon Gathoye.

Cela étant, ne nous leurrons pas. Lors de ces réunions, ouvriers et patrons échangent leurs opinions sur le suffrage universel, les caisses de secours, le travail des enfants, etc, mais ne sont pas pour autant d'accord sur les réformes à mettre en œuvre, bien au contraire, d'autant plus que les maçons présents ne sont qu'un courant très minoritaire dans le monde patronal de l'époque.

Ce sont encore des maçons membres de la Loge *Le Travail* qui seront les principaux animateurs, à la même époque, de l'Oeuvre des Soirées populaires de Verviers, entreprise d'éducation populaire de tendance libérale progressiste qui remporta un succès considérable de décembre 1866, date de sa première manifestation, jusqu'à la fin du siècle. C'est le futur éditeur Ernest Gilon qui avait été à l'origine de cette société qui visait l'éducation et l'amélioration du bien-être des travailleurs par l'organisation de conférences et d'excursions et par la diffusion de livres à bon marché. Gilon avait vingt ans en 1866, il ne figurait donc pas parmi les fondateurs de la Loge « Le Travail » trois ans plus tard mais il en fut membre ensuite et il en sera un des dignitaires à partir de 1892 au moins, tout comme Karl Grün, Jules Lacroix et Armand Weber, autant d'animateurs des Soirées Populaires qui étaient membres de cette même Loge.

Il me semble important de relever qu'au niveau belge, les Soirées Populaires de Verviers furent à l'origine des tombolas de livres en 1867, de la création en 1872 d'un concours de littérature populaire, des excursions populaires lancées en 1875, et du monument Chapuis dont Philippe Raxhon nous reparlera peut-être, monument pour lequel, selon la légende, Armand Weber aurait posé d'autant plus volontiers qu'il habitait juste devant celui-ci.

Dans le même registre de l'éducation populaire, il faut aussi mentionner l'œuvre éditoriale d'Ernest Gilon, qui publia de 1877 à 1899 pas moins de 234 volumes à très bas prix sous le nom de Bibliothèque Gilon. Celle-ci fut une des premières tentatives de diffusion du livre à bon marché dans les classes populaires, avant que le Parti Ouvrier Belge ne se lance dans le même type de productions.

*
* *

4. A l'époque des débuts du POB

On en arrive ainsi aux années 1880, pour lesquelles on pourrait seulement signaler que malgré la réunification du parti libéral local et la reprise de contacts entre les deux loges verviétoises, Ernest Gilon toujours, en 1884, dans un hebdomadaire politique titré *La Gazette de Verviers*, soutint aux élections communales une liste composée de deux représentants du cercle socialiste local et de deux progressistes. Elle n'eut aucun élu mais elle préfigura les évolutions politiques de la décennie suivante, où on retrouve l'implication d'un grand nombre de maçons de la Loge « Le Travail ».

Les années 1890, où la question sociale me paraît bien symbolisée par un tableau subtilement engagé de Maurice Pirenne intitulé *Les Grilles de l'Harmonie*, virent la reconstitution d'un Cercle progressiste, en 1890 précisément, qui fit paraître de 1892 à 1894 un hebdomadaire, *La Liberté*. Celle-ci publia de nombreux articles sur les questions ouvrières, et elle s'engagea sans réserve aux côtés du POB dans la lutte pour le suffrage universel qui apparaissait comme la clé pour l'obtention de réformes sociales dignes de ce nom. Or les deux fondateurs de ce journal, Simon Gathoye et Joseph Deru, son rédacteur en chef l'avocat Gustave Andelbrouck, son principal collaborateur Philippe Fonsny, et son imprimeur Charles Rensonnet, tous étaient maçons, tous depuis peu excepté Gathoye, et tous membres de la Loge « Le Travail ».

La Liberté prit position sans ambiguïté pour une législation sociale digne de ce nom : En matière économique, nous pensons que la théorie du laisser-faire et du laisser-passer est une théorie insuffisante, qui ne répond plus aux nécessités présentes. L'inertie de l'Etat, c'est la faculté pour le fort d'écraser le faible [...] Nous estimons [...] que le jeu de ce qu'on a appelé les lois naturelles en économie peut être modifié et réglé par des institutions sociales, que l'Etat peut intervenir efficacement dans les rapports du capital et du travail, toutes les fois que l'hygiène, l'intérêt et la santé publics l'exigent [...]

Mais la victoire socialiste aux élections législatives de 1894 devait sonner le glas de *La Liberté*, qui cessa de paraître au début de 1895 après avoir appelé sans réserve à voter pour les candidats socialistes au second tour des élections : *Faisons en attendant triompher la démocratie socialiste qui défend en même temps que des conceptions théoriques qui sont la raison de son existence propre, toutes nos idées de réformes immédiates et d'amélioration nécessaire.*

En novembre suivant, les animateurs du Cercle progressiste formèrent encore un cartel avec le POB pour les élections communales et ils appuyèrent une liste socialiste et progressiste conduite par Pierre Fluche qui ambitionnait la majorité absolue et le poste de bourgmestre. Cette liste eut 11 élus, dont Ernest Gilon et Joseph Deru, et devint le premier groupe du Conseil communal, malgré le vote plural, mais libéraux conservateurs et catholiques firent alliance contre les démocrates pour composer le nouveau collège.

Bien entendu, il ne faut pas pour autant voir la main de La Loge « Le Travail » en tant que telle dans ces derniers faits marquants des libéraux progressistes aux côtés des socialistes verviétois. Mais le fait que tous les leaders de ce dernier Cercle progressiste local, Gathoye, Deru, Andelbrouck, aient été francs-maçons, comme avant eux Goffin, Humblet, Müllendorff ou Henrion, indique bien une très forte identité de vues entre ce courant libéral progressiste préoccupé par la question sociale et une fraction non négligeable de la franc-maçonnerie locale.

*
* *

Je voudrais achever cet exposé par une observation à caractère patrimonial et une autre coïncidence avec l'histoire syndicale. Tout comme je soulignais le 30 avril 2009 lors du colloque de la FGTB qu'il ne subsistait aucune trace bâtie de l'histoire du mouvement ouvrier verviétois du XIXe siècle, c'est avec regret que j'observe qu'il n'en reste pas davantage de l'histoire maçonnique locale à l'exception de la maison où se réunissait la Loge la Discrète au XVIIIe siècle:

- près de Saint-Remacle, le café de l'Orient où eurent lieu les premières réunions des Philadelphes voici deux siècles a fait place à un petit square ;
- la salle Dutz, le long de la Vesdre, qui abrita d'autres réunions des Philadelphes avant 1833 mais aussi les réunions des Amis du Progrès en 1857 et de la Loge Le Travail à ses débuts en 1869, a disparu dans un incendie dans les années '20 et le local qui lui succéda fut démoli en même temps que toute la rue du Marteau dans les années '70 ;
- le bâtiment en forme de temple égyptien de la Loge Le Travail, édifié en 1878, a été détruit dès 1968 pour relier les cours de l'école du Centre et de l'Athénée ;
- enfin le local des Philadelphes au quai des maçons, qui était un des plus anciens temples maçonnique de Belgique, datant de 1833, a fait place, dans les années '70 également, à une architecture quelconque.

Le mal est fait, mais il est dommage que l'on ne se soit pas préoccupé davantage jadis de la préservation du patrimoine architectural maçonnique ou syndical autant que l'on nous demande de nous soucier aujourd'hui de la préservation des édifices religieux désertés.